

Mr Gault

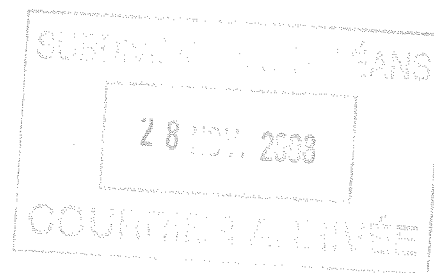


PREFECTURE DU LOIRET

**DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT**

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DES RISQUES INDUSTRIELS

AFFAIRE SUIVIE PAR Mlle GAULT
TELEPHONE 02.38.81.41.31
COURRIEL marie-agnes.gault@loiret.pref.gouv.fr
REFERENCE IC ARRETES PRESCRIPTIONS
COMPLEMENTAIRES GASCOGNE LAMINATES



26 NOV. 2008

A R R E T E

**imposant à la Société GASCOGNE LAMINATES
(ex SOPAL PAPIETHYLENE, ex SOPAL)
des prescriptions complémentaires relatives à la dépollution du site
qu'elle exploitait à DORDIVES, route de Montereau**

**Le Préfet de la Région Centre
Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, et notamment le Livre I, le Titre I du Livre II (partie législative), et le Titre I du Livre V (parties législative et réglementaire),

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles R. 1416-16 à R. 1416-21,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique,

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1998 (complété le 23 mars 2004) réglementant les activités exercées par la Société GASCOGNE LAMINATES (ex SOPAL PAPIETHYLENE, ex SOPAL) dans son usine de fabrication de complexes souples d'emballage (secteurs industriels alimentaires, grande distribution, isolation thermiques, paramédical), implantée sur le territoire de la commune de DORDIVES, route de Montereau,

VU la déclaration de la Société SOPAL en date du 10 octobre 2006 relative à la cessation des activités qu'elle exploitait sur le site de DORDIVES, route de Montereau, à compter du 31 mai 2006,

DIFFUSION :

- ☐ Original : dossier
- ☐ Intéressé : Société GASCOGNE LAMINATES
- ☐ Mme la Sous-Préfète de MONTARGIS
- ☐ M. le Maire de DORDIVES
- ☐ M. l'Inspecteur des installations classées
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
Subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr
45590 SAINT CYR EN VAL
- ☐ M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
6 rue Charles de Coulomb - 45077 ORLEANS CEDEX 2
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Equipement (SUADT)
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- ☐ M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- ☐ M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- ☐ M. le Directeur Régional de l'Environnement
Service nature, paysages et qualité de la vie
5 avenue Buffon – BP 6407 – 45064 ORLEANS CEDEX 2

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 imposant à cette Société des prescriptions complémentaires en vue de la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques pour le site susvisé,

VU le diagnostic approfondi et l'évaluation détaillée des risques établis en janvier 2008 par le bureau d'études SOCOTEC,

VU l'avis émis par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales le 7 mars 2008,

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées, de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en date du 4 septembre 2008,

VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et des propositions de l'Inspecteur,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa réunion du 30 octobre 2008,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté complémentaire,

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation des diverses installations précédemment exploitées par la Société GASCOGNE LAMINATES (ex SOPAL PAPIETHYLENE, ex SOPAL) à DORDIVES, route de Montereau, ont généré une pollution des sols, des eaux souterraines et des eaux superficielles,

CONSIDERANT que les résultats des investigations menées par le bureau d'études SOCOTEC ont mis en évidence une pollution du sous-sol (zone des cuves à fuel), des eaux de la nappe des alluvions et de la nappe captive de la craie notamment par des hydrocarbures et des BTEX (présence d'une phase flottante au droit du piézomètre PZ3 localisé en aval hydraulique de la contamination dans les sols),

CONSIDERANT la proximité de plusieurs captages A.E.P. (Alimentation en Eau Potable),

CONSIDERANT la proximité d'une activité piscicole en aval du site,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement, le Préfet peut prescrire, notamment, des études sur les conséquences environnementales du fonctionnement des installations relevant du régime de l'autorisation,

CONSIDERANT les dispositions édictées par l'article R. 512-74 du Code de l'Environnement stipulent que l'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation doit remettre au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code précité,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu de faire application des dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

A R R E T E

Article 1

La Société GASCOGNES LAMINATES ((ex SOPAL PAPIETHYLENE, ex SOPAL), dont le siège social est situé 1 rue Louis Blanc – B.P. 78 - 40102 DAX CEDEX, est tenue pour son établissement situé à DORDIVES, route de Montereau, de respecter les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Article 2 : Pompage de la phase flottante

La Société GASCOGNE LAMINATES fait procéder, par une société spécialisée, sur les terrains d'assiette de son exploitation située route de Montereau à DORDIVES, au pompage de la phase flottante composée d'hydrocarbures au droit du site, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles

La Société GASCOGNES LAMINATES transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, une révision du programme de surveillance existant des eaux souterraines et des eaux superficielles.

Ce programme doit notamment comprendre :

- les piézomètres retenus parmi les six existants pour réaliser la surveillance des eaux souterraines,
- les points de prélèvements retenus pour la surveillance des eaux superficielles,
- la liste des polluants traceurs,
- la périodicité des mesures.

Dans chacun des piézomètres et des prélèvements d'eau superficielle, l'eau prélevée fait l'objet d'analyses qualitatives et quantitatives.

Les prélèvements dans les piézomètres sont réalisés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615 par un organisme compétent et les analyses sont faites par un laboratoire agréé. L'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, prévoit en annexe I les méthodes de référence à utiliser. Cependant, sauf dispositions contraires des arrêtés ministériels applicables, d'autres méthodes peuvent être utilisées dans la mesure où les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes normalisées.

Les résultats des mesures sont transmis dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées accompagnés de tout commentaire utile à leur compréhension. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

La fréquence des analyses et les paramètres analytiques retenus peuvent être réexaminés après accord du service d'inspection des installations classées, à raison des résultats obtenus et sur demande dûment motivée de l'exploitant.

Article 4 : Plan de gestion

En regard des pollutions identifiées, du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques, la Société GASCOGNE LAMINATES transmet au Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan de gestion visant la maîtrise des sources de pollution et leurs impacts sanitaires. Ce plan étudie notamment les possibilités d'excavation et d'évacuation des terres polluées par des hydrocarbures situées dans la zone des cuves à fuel en s'appuyant sur un bilan coûts/avantages.

Si le plan de gestion proposé ne permet pas de supprimer tout contact possible entre les pollutions et les personnes, les risques sanitaire potentiels liés aux expositions résiduelles doivent être évalués par une analyse des risques résiduels.

L'analyse des risques résiduels (ARR) consiste en une quantification des doses de substances toxiques auxquelles les personnes sont exposées ou susceptibles d'être exposées, compte tenu de la nature et de l'évolution des polluants présents, des voies de transfert et de la fréquentation du site.

Dans l'hypothèse où la conclusion de l'analyse des risques résiduels implique une limitation de l'usage des sols, les modalités de mise en œuvre et de garantie du maintien de cette limitation d'usage sont proposées, conformément au guide méthodologique pour la mise en œuvre des servitudes édité par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (B.R.G.M.), sous l'égide du ministère de de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Article 5 : Modélisation

La Société GASCOGNE LAMINATES fait procéder, par un bureau d'études spécialisé, en regard des résultats de la surveillance des eaux souterraines, une modélisation visant à définir des panaches de pollution (courbes d'isocentrations maximales en regard des valeurs de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de la qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique), dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6

En regard des conclusions du plan de gestion et s'il est démontré l'existence d'une pollution des eaux souterraines susceptible d'entraîner des risques sanitaires, la Société GASCOGNE LAMINATES devra proposer au Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret la mise en place de restrictions de l'usage de l'eau s'appuyant sur la modélisation visée à l'article 5 du présent arrêté.

Article 7 : Référentiel

Les investigations et études dont la réalisation est prescrite par le présent arrêté, sont effectuées conformément aux guides méthodologiques édités par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et disponibles à l'adresse internet suivante : <http://www.sites-pollues.ecologie.fr>.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (article L. 514.6 du Code de l'Environnement) :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification de cet arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 514-11 du Code de l'Environnement, des autres sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 de ce même Code.

Article 10 : Obligations du Maire

Le Maire de DORDIVES est chargé :

- De joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classé dans les archives de sa commune.
Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.
- D'afficher à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le Maire au Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Aménagement - Bureau de l'Aménagement et des Risques Industriels.

Article 11 : Affichage

Un extrait du présent arrêté est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Article 12 : Publicité

Un avis est inséré par les soins du Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 13 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, la Sous-Préfète de MONTARGIS, le Maire de DORDIVES et l'Inspecteur des installations classées, de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Michel BERGUE

